

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 04 JANVIER 1998

N° 254 PRIX 4 FF



TOURNEE DE JOSPIN

EN AFRIQUE

POUR LE COMPTE

DES

CAPITALISTES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 5

Côte d'Ivoire:

- Le FPI, un parti encore dans l'opposition malgré lui
- La grève a fait reculer la direction de CI Télécom

Page 7

Immigration: un projet de loi aussi injuste que le précédent

Page 8

Afrique 97: une performance économique pour qui?

Page 9

Corée du Sud: du miracle économique à la crise et la banqueroute

ABONNEMENT

FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l**TOURNEE DE JOSPIN EN AFRIQUE:****POUR LE COMPTE
DES CAPITALISTES**

Lionel Jospin a effectué sa première "tournée africaine" du 17 au 21 décembre dernier. Il s'est rendu dans trois pays : le Maroc, le Sénégal et le Mali. Ce fut une tournée qui n'avait rien de particulier par rapport à celles de tous ses prédécesseurs et des différents représentants de l'impérialisme français dans sa zone d'influence sur le continent africain. Derrière ses discours démagogiques sur le "partenariat" qu'il voudrait établir avec les Etats africains, sur les liens "d'égalité" qu'il souhaiterait avoir avec eux, sur le "paternalisme" qui devrait laisser la place à la "fraternité", sur le "co-développement", etc...il y avait surtout son souci de bien représenter les intérêts des gros capitalistes, des grands groupes français qui font de gros profits en Afrique. Ces derniers avaient d'ailleurs envoyé une forte délégation de grands patrons dans le sillage de Jospin, histoire de glaner quelques contrats mirobolants de plus avec les Etats africains visités.

En effet, le continent africain si pauvre soit-il est un vaste champ d'exploitation pour les capitalistes français, pour les grands groupes tels que Bouygues, Bolloré Elf et autres. Les 1500 filiales des ces grands groupes français installées dans ce continent ainsi que 2000 PME et PMI françaises détiennent 20% de l'ensemble du marché des 54 pays africains. Chaque année ces pays africains achètent, en moyenne, l'équivalent de 80 milliards de FF de marchandises diverses aux capitalistes français, assurant ainsi, bon an mal an, un bénéfice de 23 milliards à l'économie française.

C'est donc en premier lieu pour défendre les intérêts de ces gens-là qui pillent les richesses du continent africain et qui exploitent ses populations que Jospin a effectué sa tournée. Il a promis quelques aides par-ci par-là, appelées "aides au développement" ou "coopération" mais les travailleurs savent bien que ses prétendues "aides" ne sont rien d'autres que des miettes qui tout au plus iront dans les poches des nos dirigeants. Les populations, elles, ne voient jamais les traces de ces "aides" et pourtant ce ne sont pas les besoins

qui manquent dans ce domaine. Même pour avoir de l'eau potable dans leurs villages, les habitants ne peuvent pas compter sur les gouvernements locaux tant ils sont incapables de s'occuper des intérêts des plus démunis. Ce sont les travailleurs immigrés qui d'ici sont obligés de cotiser pour le forage des puits, la construction des dispensaires, des écoles pour les enfants de leurs villages; ils sont obligés de cotiser pour les routes afin que les paysans restés sur place puissent acheminer leurs produits vers la ville ou pouvoir évacuer les malades en cas d'urgence.



Les expulsions continuent

Quand Jospin ose déclarer qu'en matière de "processus démocratique, le Mali et le Sénégal comptent sans doute parmi les plus avancés du continent" il se moque en réalité de la souffrance subie par les populations de ces pays. De cette manière il soutient la politique de répression de Diouf en Casamance, les emprisonnements fréquents que le régime de Konaré pratique contre ses opposants à chaque fois qu'ils osent manifester dans la rue.

Concernant sa politique sur l'immigration, Jospin interpellé par un député malien lui demandant s'il y aurait encore des charters pour expulser les sans-papiers a répondu: "Il faudra trouver les modalités.

Elles ne seront pas celles que vous avez évoquées". Il a déclaré que les expulsions continueront mais dans la "dignité". Cette déclaration a peut-être suffi pour satisfaire la curiosité du député malien en question, mais cela ne changera rien quant à la politique de fond que mènent les différents gouvernements se succédant à Matignon.

Faut-il le rappeler que c'est un certain Joxe, un ministre "socialiste" de l'intérieur de Mitterrand qui en 1985 avait inauguré les expulsions par Charter même si c'est sous Pasqua que cela avait été médiatisé avec l'expulsion massive des "101 Maliens" le 18 octobre 1986. Jean-Louis Debré, après l'arrivée de Chirac en 1995, voulait systématiser cette politique en déclarant qu'il allait organiser "un charter par semaine". Entre janvier et décembre 1996 il avait fait affréter vingt charters et expulser de la sorte 1060 étrangers de six nationalités différentes.

L'abandon, si l'on s'en tient aux déclarations de Jospin, des expulsions par Charter ne changera pas grand chose dans ce domaine car elles ne représentent en réalité que 10% de l'ensemble des autres formes. Ainsi en 1996 il y aurait eu un total de 12 330 "reconduites à la frontière" contre 1060 expulsions par Charters.

Ce que Jospin appelle une expulsion "humaine" c'est en réalité la forme qui est déjà la plus pratiquée et qui n'a rien de plus "humain" sinon qu'elle est moins "spectaculaire", plus cachée des caméras de télévision, et qui se fait par "petits paquets" plus discrètement et plus hypocritement.

Au dire même des "spécialistes" en la matière les expulsions par charters ne sont pas "efficaces" et sont fort coûteuses (500 à 700 000 FF par avion) et très mauvaises pour l'image de la France dans le monde. D'autant plus que par le passé il y a déjà eu deux incidents à

l'intérieur des avions ainsi affrétés. Le dernier incident du genre a eu lieu en Mars 1997 lorsqu'une révolte des expulsés a éclaté dans l'avion au moment de l'atterrissage à Bamako. Un vingtaine de policiers accompagnant les expulsés avaient été blessés lors de cette révolte et l'avion a été saccagé, les dégâts furent importants. Des manifestations anti-françaises avaient même eu lieu à Bamako tandis qu'à Dakar les employés de l'aéroport avaient observé une grève pour ne pas décharger l'avion transportant des expulsés. Voilà en réalité toutes les vraies raisons de la fin probable de la politique des charters par Jospin, raisons qui n'ont rien à voir avec son pseudo "humanisme".

Lors de ce voyage de Jospin il y a certainement eu des négociations secrètes avec les chefs d'Etat sénégalais et maliens pour qu'ils collaborent un peu plus à la politique du gouvernement français sur l'immigration. Celui-ci a besoin en réalité de la collaboration des ambassades des pays vers lesquels les expulsés doivent atterrir pour signer des laissez-passer à leurs ressortissants. Sans ces laissez-passer, signés dans un délai assez court il est légalement impossible d'expulser un sans-papier si celui

-ci refuse de donner le nom de son pays d'origine. En cela nos gouvernements sont aussi complices des conditions d'expulsion subies par les sans-papiers. Konaré disait qu'il était "choqué" à la suite des expulsions d'une partie des sans-papiers de Saint Bernard mais ce n'est que pure hypocrisie car c'est bien le consulat malien qui avait signé les laissez-passer nécessaires pour ces expulsions.

Quant aux différentes "aides": aides à la réinsertion, aide à l'installation, aide pour un projet d'entreprise, que Jospin veut faire miroiter pour soi-disant inciter les immigrés en situation régulière ou irrégulière à rentrer chez eux, ce n'est que la suite d'un vieux refrain bien connu depuis l'époque de Stoléru, sous Giscard d'Estaing. Ce n'est pas cela qui mettra fin à l'immigration. Et tant que la vraie cause de l'immigration, c'est-à-dire le sous-développement et la misère ne seront pas enrayés du continent africain, les populations pauvres continueront d'aller là où elles peuvent pour ne pas mourir de faim. Les pays riches auront beau mettre des barbelés autour de leurs frontières avec des policiers armés à chaque mètre, il y aura toujours de l'immigration car c'est une question de vie ou de mort pour des centaines de milliers de personnes.

COTE D'IVOIRE**LE FPI, UN PARTI ENCORE
DANS L'OPPOSITION MALGRE LUI**

Le 21 décembre dernier, lors d'un débat sur RFI au sujet de "la stratégie de conquête du pouvoir par les formations de l'opposition en Afrique", Laurent Gbagbo a affirmé que "les gouvernements d'ouverture, c'est la mort de la démocratie".



Gbagbo, dirigeant du F.P.I

Pourtant, le même Gbagbo avait répondu favorablement à l'idée d'un "gouvernement d'ouverture" proposée par Konan Bédié lors du 10ème congrès du PDCI tenu en octobre 1996. Ainsi, par exemple en avril 1997, il avait dit: "Dans un pays où la démocratie fonctionne normalement, on n'a pas besoin de ce genre de gouvernement (...). Mais enfin, le système n'est pas bien chez nous: situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. La décision revient au président Bédié".

Toujours dans le même mois, ne voyant rien venir de concret de la part du gouvernement, Gbagbo avait fait une autre déclaration dans laquelle il avait réaffirmé à la fois son impatience et la disponibilité de son parti d'entrer dans un gouvernement d'ouverture: "Nous avons discuté (avec le premier ministre) et sommes convenus de nous

revoir début janvier (1997). Nous sommes à présent en avril et personne ne nous a encore rappelés".

Il était clair que lorsque Gbagbo tenait ces propos, il était prêt à entrer dans un gouvernement du PDCI et il ne se souciait alors nullement de la "démocratie". Bien au contraire, il justifiait la position du FPI attiré par l'odeur alléchante du gâteau gouvernemental par le fait précisément que nous ne sommes pas "dans un pays où la démocratie fonctionne normalement".

Mais maintenant que Gbagbo s'est rendu compte que le PDCI, selon son habitude, a fait de simples promesses sans lendemain, il cherche à faire croire qu'il joue son rôle d'opposant, consistant à lutter pour la "démocratie".

Mais cette démagogie du FPI ne trompera aucun travailleur conscient. Ce parti a toujours tenu un double langage: l'un sur un ton très conciliant vis-à-vis du PDCI pour un éventuel gouvernement d'union, et l'autre sur un ton apparemment combatif pour tromper ceux des travailleurs qui continuent à lui faire confiance.

Il est clair pour tous ceux des travailleurs qui veulent bien regarder les choses en face que ce parti est au service des riches, tout comme le PDCI. S'il est un jour associé au pouvoir, il appliquera par conséquent la même politique que connaissent déjà les pauvres, celle de l'austérité.

Les travailleurs et l'ensemble des exploités ne peuvent donc rien attendre de tous ces partis, qu'ils soient de l'opposition ou pas. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur sort par la lutte.

COTE D'IVOIRE TELECOM:**LA GREVE A FAIT RECULER
LA DIRECTION**

Les 11 et 12 décembre dernier, une grève de 48 H a paralysé Côte d'Ivoire Télécom. Les ouvriers et employés de cette société ont voulu par cette action à la fois réclamer une augmentation des salaires et protester contre une nouvelle politique salariale qui se traduirait par une baisse de leurs salaires.

En effet, après la privatisation en février 97 de CI-Télécom, devenue Côte d'Ivoire Télécom, il fallait que la direction revoie la grille salariale à la hausse pour compenser les acquis propres au secteur public. Mais cette augmentation proposée par la nouvelle direction est loin des attentes des travailleurs.

De plus, la direction a décidé de dissoudre la Commission de gestion de transition (composée des représentants de la direction et des délégués du personnel) chargée justement de discuter, entre autres, des problèmes de salaires. Les employés ont vu à juste titre dans cette dissolution de ladite commission la volonté de la direction de ne plus négocier.

Alors ils sont entrés en grève. "Des piquets de grève ont été organisés devant chaque service pour bloquer l'accès aux bureaux et empêcher toute opération, tel le paiement des factures par exemple.

L'action du personnel administratif a été relayée sur le terrain par le personnel technique qui a reçu pour instruction de "n'effectuer aucune intervention", a rapporté Fraternité-Matin du 13 décembre dernier.

La direction a jugé préférable de négocier dès le début de la grève, plutôt que d'attendre une reconduction probable de celle-ci. Sous la pression de la grève, elle est devenue moins intransigeante et a fait quelques concessions. Ainsi, serait acquis le principe d'une augmentation de salaires de 25% pour les ouvriers, de 20 % pour les employés et de 15% pour les cadres et agents de maîtrise.

Le syndicat qui a dirigé cette grève, le SYNAPOSTEL, a estimé que cela était un compromis acceptable, et il a appelé à une reprise du travail le 15 décembre. Mais étant donné que la hausse de salaires n'entrera en vigueur qu'en février prochain, les ouvriers et employés de Côte d'Ivoire Télécom ne manqueront pas de veiller à leur application effective.

En tout cas, la direction a tout intérêt à respecter ses engagements. Car les grévistes qui viennent de remporter une petite victoire sauront se rappeler que seule, la lutte est efficace.

IMMIGRATION**UN PROJET DE LOI
AUSSI INJUSTE QUE LE PRECEDANT**

Au mois de décembre 1997, le parlement français a discuté et adopté un nouveau projet de loi sur l'immigration. Ce projet présenté par le ministre de l'intérieur J.P. Chevènement ne modifie pas grand chose par rapport aux lois Pasqua-Debré. Et pourtant lors des élections législatives dernière, le PS faisait campagne en disant : "nous supprimerons les loi Pasqua et Debré". Et maintenant on est bien loin de cela.

Les nouvelles dispositions ne changent rien de fondamental. Les textes de lois proposés seront définitivement adoptés et applicables qu'après examen par le sénat et le conseil constitutionnel. Et de toute façon il y a peu de risque que les textes soient modifiés en faveur des immigrés.

Que propose au juste ce dernier projet de lois? Tout d'abord il y a le problème urgent et important de tous ceux qui n'ont pas de carte de séjour et sont considérés comme clandestins. Après la victoire de la gauche, compte tenu de ses promesses, environ 150 000 sans-papier ont déposé une demande de régularisation. Selon les autorités seuls 40 000 d'entre eux pourront obtenir satisfaction. Alors que vont devenir les 110 000 autres? Selon le projet de lois ils doivent être expulsés. Ah bien sûr, Jospin assure que les expulsions ne se feront pas par Charters comme avec Pasqua en 1986 et par la suite avec Debré mais avec des moyens plus humains. En clair cela veut dire qu'il y aura quand même des expulsions.

Au sujet du certificat d'hébergement pour ceux qui veulent venir en France en visite familiale ou autre, ce document n'est plus

nécessaire. Il est supprimé. Ne criez pas victoire. La nouvelle loi exige de fournir une attestation d'accueil. Autant dire qu'on a simplement changé le nom du document sans changer le fond. On continue à limiter la circulation des personnes vers la France même pour des raisons les plus légitimes comme les visites familiales.

Par ailleurs, des titres de séjours temporaires de plusieurs catégories sont créés. Ainsi il y aura des cartes de séjour temporaires pour la visite familiale ou personnelle, d'autres pour chercheurs scientifiques, d'autres pour artistes et hommes d'affaires plus faciles à obtenir, etc...

Pour le regroupement familial, il paraît que les conditions de logement et ressources seront moins draconiennes. Au bout d'un an de résidence au lieu de deux, le regroupement peut être autorisé.

Quant aux sanctions à l'encontre de ceux qui traversent illégalement les frontières la rétention administrative (c'est-à-dire l'emprisonnement avant expulsion) est portée de 10 à 12 jours.

Alors si globalement il y a quelques petites améliorations ne serait-ce que pour ceux dont la situation va être régularisée les textes qui vont être votés dans un mois ou deux ne vont pas changer fondamentalement la situation des travailleurs immigrés en France, c'est-à-dire le fait d'être considérés comme une fraction à part de la population en France, avec une précarité non seulement dans la vie professionnelle mais aussi dans la situation administrative.

AFRIQUE 1997:**UNE PERFORMANCE ECONOMIQUE
POUR QUI?**

Selon certaine presse, (radios et journaux africains), l'année 1997 qui vient de s'écouler serait "globalement" positive pour l'Afrique. Pour certains, c'est parce que les Africains sont devenus mûrs, qu'ils se prennent de plus en plus en charge, qu'ils comptent sur leurs propres forces au lieu de se comporter en assistés perpétuels comme auparavant.

Cette appréciation optimiste de la situation en Afrique a sans doute



pour origine les informations livrées par des organismes internationaux pour qui l'Afrique aurait réalisé en 1997 des performances sur le plan économique; les perspectives s'amélioreraient dans le continent. Et de citer des chiffres à l'appui.

D'après ces "experts", certains pays africains ont considérablement réduit leur "déficit budgétaire" en moyenne de 4,5% du PIB en 1996. Soit dit en passant, cette réduction s'est faite sur le dos des fonctionnaires licenciés et grâce à

la réduction des budgets sociaux. Le taux de croissance moyen serait de 5%; partout il y aurait amélioration du "revenu moyen" annuel par tête évalué à 700 dollars. Ils affirment que la dévaluation du franc CFA qui, dans un premier temps a désorganisé les économies, a été, dans un second temps bénéfique; que la hausse des prix a été maîtrisée, que le pouvoir d'achat a été relativement "moins atteint" (suite à la dévaluation) qu'on le prévoyait, etc..

Bref, pour ces messieurs les experts, tout va bien en Afrique. Mais à vrai dire, ces chiffres mirobolants ne traduisent évidemment pas la réalité du continent.

Pour les pauvres d'Afrique, la situation ne fait que s'empirer. Les "performances économiques" dont parlent les experts ont sans doute favorisé les riches et les bourgeois, qu'ils aient la peau noire ou blanche, mais certainement pas les exploités. Ces derniers s'enfoncent de plus en plus dans la crise. Même les travailleurs en activité ont du mal à se nourrir, à nourrir leur famille; ils ont du mal à envoyer leurs enfants à l'école, ils ont du mal à se soigner car leurs salaires de misère ne suffisent plus à faire face à ces besoins pourtant vitaux.

Quant aux chômeurs qui ne bénéficient d'aucune aide sociale; quant à ceux qui vivent des petits boulots, n'en parlons pas. Leur situation est franchement dramatique. Et plus la crise perdure, plus va s'empirer cette situation si les travailleurs ne réagissent par la lutte pour s'opposer à la dégradation perpétuelle de leurs conditions de vie.

Alors si aujourd'hui des

entrepreneurs africains se prennent de plus en plus en charge, investissent en Afrique; s'ils comptent plus sur leurs propres forces, s'ils deviennent compétitifs au point de concurrencer certaines entreprises étrangères (choses qui ne sont d'ailleurs pas vraies), ce n'est pas cela qui sortira l'Afrique de la misère. Car dans ce système capitaliste, ceux qui réussissent sont ceux qui savent écraser les autres, qui se servent de la force de travail des autres pour s'enrichir.

Car il y a des Africains riches et des Africains pauvres; il y a des patrons et des ouvriers. Et leurs

intérêts sont opposés.

Les uns ont intérêt à ce que le capitalisme perdure car ce système leur permet d'exploiter leurs propres frères pour s'enrichir; les autres, c'est-à-dire la grande majorité de la population, ont intérêt à mettre fin à ce système, source de toute leur misère.

L'Afrique n'est pas un continent à part; elle est prise dans le tourbillon capitaliste mondial. L'exploitation et la misère en Afrique ou dans le reste du monde ne disparaîtront qu'avec la destruction du capitalisme à l'échelle du monde.

COREE DU SUD

DU MIRACLE ECONOMIQUE A LA CRISE ET LA BANQUEROUTE

La crise financière en Corée s'est encore aggravée. La bourse de Séoul a continué de chuter. Dans la seule journée du 23 décembre elle a perdu 7,5% pendant que la monnaie nationale, le won, vient de perdre 13% de sa valeur. En deux mois le dollar a plus que doublé par rapport au won.

Le gouvernement a provoqué un vent de panique en reconnaissant que l'endettement du pays dépassait les 200 milliards de dollars. Pour faire face à ses créances et enrayer la chute de sa monnaie, il a dû emprunter 57 milliards de dollars auprès du FMI. Par l'intermédiaire du FMI ce sont les grandes puissances qui imposent leur diktat. Cet argent qu'ils accordent à l'Etat coréen reviendra en définitive droit dans les caisses des créanciers c'est-à-dire les trusts occidentaux. Le FMI a également imposé une ouverture plus grande des entreprises coréennes à la pénétration des capitaux étrangers

c'est-à-dire à de plus grandes facilités d'investissements pour les trusts des grandes puissances.

Les travailleurs coréens et l'immense majorité de la population continueront de faire les frais de la crise. La chute brutale de la monnaie se traduit en effet par une augmentation du coût de la vie. Plus grave encore la chute des cours boursiers a entraîné la banqueroute de nombreux "chaebols", ces conglomérats d'entreprises. Comme dans la plupart des pays du tiers-monde les travailleurs coréens ne bénéficient pratiquement pas ou si peu de protections sociales. Beaucoup de travailleurs sont jetés à la rue comme des malpropres. Bien avant les injonctions du FMI et les programmes d'ajustement, le gouvernement a imposé un plan drastique d'austérité visant à faire les poches des travailleurs et des retraités. Pour faire avaler la pilule amère des plans de rigueur, la propagande officielle ne suffisait sans doute pas.

Des officines religieuses de toutes sortes prennent le relais du gouvernement en faisant des piquets



Président Lee Hoi-Chang, élu en en pleine crise

de propagande, en prêchant le civisme dans les carrefours principaux des grandes villes, devant les lieux publics et les grands magasins. Ces bonnes paroles consistent à faire appel au sentiment national, à consommer moins et de préférence coréen, à boycotter les produits importés considérés comme de luxe. Les religieux prêchent la modération et surtout la résignation des travailleurs face "aux périodes difficiles que le pays traverse". Ils cherchent à endiguer le mécontentement des classes pauvres, à les tromper en leur faisant croire qu'ils ont des intérêts communs en tant que croyants et coréens, face à la crise qu'ils subissent soi-disant tous.

Les religieux coréens n'ont rien inventé de nouveau car dans tous les pays leurs homologues prêchent de tout temps la collaboration de classes. Mais par ces temps de crise ils redoublent d'initiative pour venir en aide au gouvernement et aux exploiters capitalistes.

La Corée, comme certains pays d'Asie du Sud-est surnommés pays du

dragon ont été longtemps cités comme exemple à suivre dans les pays du tiers-monde. Ces pays ont pu, à la faveur de certaines circonstances développer une industrie relativement importante. Jusqu'à la deuxième guerre mondiale ils ont effectué de la sous-traitance de l'industrie japonaise. Par la suite, des appareils d'Etat dictatoriaux s'y sont succédé pour affecter toutes les ressources de ces pays à la construction d'économies tournées vers l'exportation. En réalité le "tigre coréen" a accompli son soi-disant miracle économique en détroussant à grande échelle les travailleurs, en détournant toutes les ressources de la population au profit de ses capitalistes. Exporter coûte que coûte et aux plus bas prix, tel était le leitmotiv des chaebols. Mais l'économie capitaliste mondiale est malade et en stagnation et par conséquent les capacités d'absorption du marché mondial sont plutôt en régression. De sorte que le miracle économique s'est transformé en débâcle. La crise financière coréenne menace-t-elle de contaminer l'économie des pays riches à commencer par celle du proche voisin japonais? Les "spécialistes" de l'économie capitaliste n'excluent pas cette hypothèse. C'est entre autres pour cela qu'ils viennent en quelque sorte "au secours" de la Corée. Par la même occasion, en échange des "aides" du FMI, la voie leur est ouverte pour accroître leur mainmise sur l'économie de ce pays.

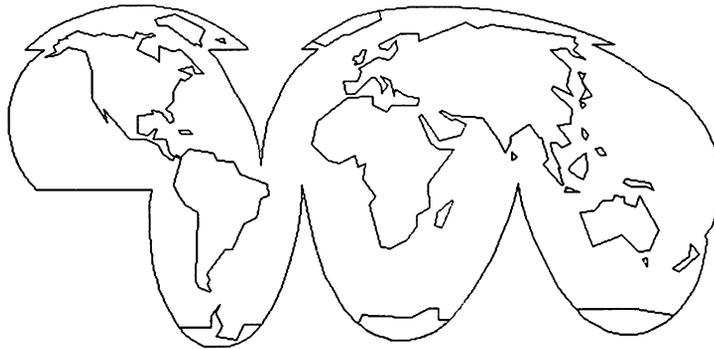
L'ogre capitaliste mondial a bel et bien commencé à avaler le dragon asiatique. Mais l'économie de l'ogre est elle-même malade, malade précisément à cause de la glotonnerie sans limite de ses propres banquiers et spéculateurs.

Les travailleurs coréens ont démontré il y a un an leur capacité à ne pas se laisser tondre sans réagir. Aujourd'hui et vu d'ici il est difficile d'évaluer leur aptitude à engager à nouveau le combat contre les attaques qu'ils

n'ont pas tellement cessé de subir. Mais s'il y a un exemple à suivre, c'est bien celui-là. Les travailleurs des pays riches comme ceux des pays pauvres subissent de plein fouet les effets de la crise mondiale. Ils se trouvent confrontés

finalement aux mêmes problèmes liés à la crise de plus en plus planétaire d'un système anachronique et dément qui risque de mener l'humanité à la catastrophe si les travailleurs ne se décident pas à y mettre fin.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.